

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
DREAL Normandie  
Cité administrative  
2 rue Saint Sever  
76032 Rouen Cedex

Rouen, le 11/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PROMOTRAME**

Chemin du Moulin Benoit Prolongé  
76260 Longroy

Références : UDRD-2025-12-T-707  
Code AIOT : 0005800426

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement PROMOTRAME implanté Chemin Moulin Benoit Prolongé 76260 Longroy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du 23 septembre 2025 s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de contrôle des établissements de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Cette action vise à vérifier que les opérateurs de traitement des DEEE :

- dispose d'un contrat avec un eco-organisme ou avec un producteur d'EEE ayant mis en place un système individuel agréé par le ministère de l'écologie;
- gère les DEEE conformément à l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques;
- assure la traçabilité des flux de déchets traités et générés.

La visite du 23 septembre 2025 avait également pour but de suivre les actions menées par l'exploitant pour se conformer aux arrêtés de mises en demeure du 27 décembre 2024 et 27 mars

2025 dont les constat et les suites font l'objet d'un rapport indépendant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROMOTRAME
- Chemin Moulin Benoit Prolongé 76260 Longroy
- Code AIOT : 0005800426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Promotrame est spécialisé dans la récupération des matériaux non ferreux présents dans les DEEE dont les cartes électroniques et les câbles électriques. Le site est découpé en deux parties distinctes: la partie nord avec les activités de broyage et la partie sud avec une aire de stockage et de manutention.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Trafic D3E
- Déchets
- DEEE

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Nature des déchets entrants et sortants - Traçabilité BSD Registre déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43 et R.541-45	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, déchets, Demande d'action corrective	1 mois
3	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Dispositions minimales du contrat-type avec l'éco-organisme agréé	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Mise en demeure, déchets	1 mois
8	Conformité des transferts	Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)	Sans objet
6	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (2)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la situation administrative du site, l'inspection constate que l'exploitant trie, traite mécaniquement et thermiquement des déchets dangereux qui relèvent d'un classement au titre des rubriques 2790 et 2770 de la nomenclature des installations classées (régime d'autorisation), activités qu'il n'est pas autorisé à exploiter sur son site.

L'inspection constate également que les BSD électroniques ne sont ni émis ni signés à réception des déchets sous Trackdéchets.

Concernant l'action nationale de gestion des DEEE, l'inspection constate des non conformités importantes :

- l'exploitant ne dispose pas de contrat avec un éco-organisme ou un système individuel de collecte en tant qu'opérateur de traitement de DEEE;
- l'aire d'entreposage Est des DEEE et des débris de DEEE issus des opérations de traitement n'est pas équipée de dispositif de récupération et de traitement des eaux pluviales qui sont directement rejetées au milieu naturel à proximité immédiate de la rivière la Bresle;
- des DEEE susceptibles d'émettre des polluants dans les eaux pluviales et d'accumuler de l'eau ne sont pas à l'abri des intempéries;
- l'exportation de fraction de DEEE sous procédure d'information n'est pas accompagnée de document annexe VII conforme à l'article 18 du règlement 1013/2006 relatif aux transferts transfrontaliers de déchets.

**L'inspection propose à Monsieur le Préfet de Seine Maritime de mettre en demeure l'exploitant :**

- de régulariser sa situation en cessant l'activité de traitement de déchets dangereux dans un délai de 1 mois ou en déposant une demande d'autorisation dans un délai de 3 mois.

**Dans cette attente l'ensemble des déchets dangereux du site sont évacués vers une filière autorisée à les recevoir ou par leur producteur initial. Délai, 3 mois.**

- de respecter les tirets 2 à 5 (couverture de l'aire d'entreposage des DEEE) du 1 de l'annexe I de l'Arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques. Délai, 3 mois.

- de respecter l'article L.541-45 du code de l'environnement. Délai, 1 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Classification de l'installation contrôlée
<b>Prescription contrôlée :</b>  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 et par antériorité à pratiquer une activité de transit et de traitement de DEEE sous les rubriques 2711 (régime d'enregistrement 1 500 m³) et 2791 (régime d'autorisation 40t/j). Le transit des DEEE dangereux est autorisé au titre de la rubrique 2711, mais leur traitement mécanique par broyage relevant de la rubrique 2790 n'est pas autorisé.  Le jour de la visite l'inspection a constaté que l'exploitant recevait les déchets suivants pour traitement :  - câbles de téléphonie de gros diamètre (plusieurs centimètres) composés de fins fils de cuivre entourés de papier et enfermés dans une gaine en plomb ou composite (plomb/Aluminium, acier et plastique PET et/ou PVC). L'exploitant procède à la séparation des gaines, papier et fils en cuivre afin d'en extraire des débris de cuivre pur à très haute valeur ajoutée. <u>Ces câbles n'entrent pas dans le champ des EEE au sens de la Section 10 : Equipements électriques et électroniques (Articles R543-171-1 à R543-206-4) du code de l'environnement et ne sont pas visés par l'action nationale DEEE ni par la rubrique 2711.</u> <u>En revanche, l'inspection signale à l'exploitant que la prise en compte du plomb massif dans la caractérisation d'un déchet a évolué en novembre 2024, et qu'ils doivent être désormais classés en tant que déchets dangereux (Cf.PC2) et leur traitement relève désormais d'un classement au titre de la rubrique 2790 ;</u>  - DEEE : unités centrales d'ordinateurs, divers petits appareils ménagers et éléments de cartes électroniques en attente de traitement par broyage. L'exploitant estime que ces DEEE ne sont pas dangereux;  -400 kg de déchets dangereux d'Électrodes (également non DEEE) expédiés le 24/01/2025 sous le BSD n°BSD-20240925-KCEG29WEJ mais signé réceptionné seulement le 23/09/2025 en présence de l'inspection sont entreposées dans un hangar. Selon l'exploitant, ils sont en attente d'un traitement par calcination (traitement thermique). L'inspection signale à l'exploitant que cette activité relève d'un classement au titre de la rubrique 2770 (autorisation sans seuil) qu'il n'est pas autorisé à exercer;  L'inspection informe l'exploitant du caractère potentiellement dangereux de certains DEEE et en particulier des déchets de cartes électroniques et lui rappelle qu'il ne dispose pas d'autorisation de traitement pour les DEEE dangereux dont le traitement mécanique relève de l'autorisation sans seuil au titre de la rubrique 2790 et le traitement thermique de l'autorisation sans seuil au titre de

la rubrique 2770 de la nomenclature des installations classées.

**L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de cesser toute activité de transit, tri et/ou traitement de déchets dangereux (autres que les câbles), de broyage et de traitement thermique par calcination ou de déposer une demande d'autorisation.**

*Le site pouvant poursuivre ces autres activités de traitement de déchet, il n'est pas demandé à l'exploitant de réaliser une procédure complète de cessation d'activité et de remise en état du site.*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit régulariser l'exploitation illégale d'installations de tri, transit, traitement mécanique et thermique de déchets dangereux (autres que les câbles) relevant des rubriques :

- 2718 pour le transit de déchet dangereux ;
- 2790 pour le traitement mécanique (Tri, broyage) de DEEE dangereux (tel que les cartes électroniques) ;
- 2770 pour le traitement thermique de déchet dangereux (calcination).

Soit en cessant ces activités et en renforçant sa procédure d'acceptation préalable afin d'être en mesure de refuser tout déchet dangereux (autre que les câbles) sur son site ;

Soit en déposant un dossier de demande d'autorisation au titre des rubriques susmentionnées.

- **Sous 1 mois**, l'exploitant fait connaître à l'inspection l'option de régularisation retenue ;
- **Sous 1 mois**, l'exploitant renforce sa procédure d'acceptation préalable de déchets afin d'identifier et refuser les déchets dangereux sur son site et s'assurer qu'il ne traite que des déchets (DEEE, autres) non dangereux ;
- **sous 3 mois**, les déchets dangereux présents sur site le jour de la visite (Electrodes, emballages souillés, DEEE Dangereux) sont évacués vers un centre autorisé à les recevoir ou repris par leurs producteurs initiaux ;
- **sous 3 mois**, il dépose une demande d'autorisation (si cette option a été retenue).

**Dans l'attente de cette autorisation, aucun déchet dangereux n'est admis sur site ;**

Concernant les déchets de câbles de téléphonie, il est demandé à l'exploitant de transmettre une demande d'antériorité à l'inspection au titre de la rubrique 2790. **Délai, 1 mois.**

L'inspection demande par écrit au producteur des déchets relevant du BSD n°BSD-20240925-KCEG29WEJ leur reprise au titre de l'article L.541-2 du code de l'environnement, qui le rend responsable de ces déchets jusqu'à leur traitement final et l'oblige à les confier à un tiers dûment autorisé à les recevoir. Il est demandé à l'exploitant de mettre les déchets concernés à disposition de leur producteur. **Délai, 1 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Nature des déchets entrants et sortants -Traçabilité BSD Registre déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43 et R.541-45

**Thème(s) :** Illégaux, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

**Prescription contrôlée :**

**Article R541-43 :**

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

...

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;...

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; ...

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

**R.541-45 I.-:**

Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un compte Trackdéchets sous le numéro de SIRET Etablissement : 58214600700049 qui correspond au site implanté à Longroy mais déclare ne pas l'utiliser (pas de signature de déchets réceptionnés, pas d'émission pour des déchets générés).

L'inspection a constaté la veille de la visite qu'aucune donnée n'est renseignée dans la fiche de synthèse disponible pour l'inspection dans la base de donnée nationale "Trackdéchets" et le registre des déchets édité par Trackdéchets est également vide.

En effet pour les déchets entrants, le registre n'est alimenté que si les BSD sont signés à réception. Le jour de la visite l'exploitant a déclaré ne jamais s'être connecté à son compte. Il s'est connecté en présence de l'inspection et a procédé à la signature de la réception du BSD-20240925-KCEG29WEJ qui correspond à un lot pris en charge par un transporteur le 24 janvier 2025.

Par ailleurs, l'inspection constate que, compte tenu de leur caractère considéré non dangereux jusqu'à présent, les câbles de téléphonie gainés de plomb massif ne font pas l'objet de l'émission d'un BSD et ne sont donc pas tracés dans Trackdéchets.

L'inspection signale à l'exploitant que le guide de caractérisation en dangerosité des déchets mis à

<p>jour en novembre 2024 par l'INERIS pour le compte de DGPR classe désormais les déchets contenant plus de 2,5% en poids de plomb massif en tant que déchets dangereux (Guide disponible à l'adresse : <a href="https://www.ineris.fr/sites/default/files/contribution/Documents/Guide_minist%C3%A8re_classification_r%C3%A9glementaire_d%C3%A9chets_novembre_2024.pdf">https://www.ineris.fr/sites/default/files/contribution/Documents/Guide_minist%C3%A8re_classification_r%C3%A9glementaire_d%C3%A9chets_novembre_2024.pdf</a>).</p> <p><b>L'inspection informe l'exploitant qu'il ne peut accepter sur son site que des câbles accompagnés par un BSD électronique, qu'il doit signer à réception.</b></p> <p>Pour mémoire l'exploitant a été mis en demeure par AP du 27 décembre 2022 de tenir un registre conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. La dématérialisation de ce registre et la signature des BSD dans Trackdéchets est obligatoire pour les déchets dangereux reçus et expédiés par l'exploitant.</p> <p><b>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article R.541-45 en procédant à la signature à réception des BSD émis par ses clients sous Trackdéchets. Délai 1 mois.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de signer les BSD des déchets qu'il a réceptionnés avant la visite. <b>Délai, 1 mois.</b></p> <p><b>Puis les BSD sont signés électroniquement dès leur réception, puis à chaque étape (acceptation, traitement).</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'obtenir du producteur des déchets de câble l'émission d'un BSD sous Trackdéchets préalablement à toute expédition sur son site. <b>Délai, 1 mois.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, déchets, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Contrat avec un éco-organisme

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Illégaux, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un</p>



contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré ne disposer d'aucun contrat ni avec les Eco-organismes, ni avec les prestataires qui lui expédient des DEEE ou des câbles de téléphonie.

Il est rappelé à l'exploitant qu'en tant qu'opérateur de traitement de DEEE il ne peut procéder à leur traitement que s'il a préalablement conclu un contrat écrit avec un éco-organisme agréé ou un producteur ayant mis en place un système individuel agréé.

**L'inspection informe l'exploitant que sans réponse de sa part à la demande formulée dans le présent rapport dans le délai indiqué, il sera proposé au préfet Seine-Maritime de l'aviser des faits qui lui sont reprochés. Il pourra présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.**

**Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder**

<b>750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de conclure un contrat écrit avec un éco-organisme agréé ou un producteur ayant mis en place un système individuel agréé. Ce contrat est transmis à l'inspection. <b>Délai 2 mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Dispositions minimales du contrat-type avec l'éco-organisme agréé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum : <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;</li> <li>- les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;</li> <li>- les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les écoorganismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;</li> <li>- le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés</li> </ul>

d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas de contrat avec un éco-organisme (EO) ou un système individuel mis en place par un producteur de DEEE (SI), les dispositions minimales sont inexistantes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assure que le(s) contrat(s) qu'il conclura avec les EO ou SI comporte(nt) toutes les dispositions minimales prévues dans l'arrêté du 26 mai 2016 relatif aux dispositions minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs prévus à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement. Les contrats conclus sont transmis à l'inspection. **Délai 2 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (1)

**Thème(s) :** Illégaux, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides

**Prescription contrôlée :**

En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant :

Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 visé par le présent arrêté ;  
-composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ;  
-piles et accumulateurs ;  
-cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ;  
-cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ;  
-matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ;  
-déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>-tubes cathodiques ;</li> <li>-chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ;</li> <li>-lampes à décharge ;</li> <li>-écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ;</li> <li>-câbles électriques extérieurs ;</li> <li>-composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;</li> <li>-composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ;</li> <li>-condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur &amp; gt ; 25 mm, diamètre &amp; gt ; 25 mm ou volume proportionnellement similaire).</li> </ul> <p>Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne procède à aucun pré-traitement des DEEE qu'il réceptionne avant traitement. Il déclare que les DEEE réceptionnés et broyés sont des unités centrales d'ordinateur, des claviers et du petit appareil ménager qui ne contiennent pas de fluides, ni de piles ou batteries, ni de câble électrique extérieur.</p> <p>Les matières plastiques, circuits imprimés, métaux ferreux et non ferreux et autres composants sont séparés par la chaîne de tri après broyage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les registres chronologiques des entrées de DEEE sur son site et des sorties de son site des différents flux de matières issues de la chaîne de traitement des DEEE pour l'année 2025 en cours. <b>Délai 2 mois.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 (2)
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Respect des exigences de traitement des composants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les composants ci-après de déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être traités de la manière indiquée ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-tubes cathodiques : la couche fluorescente doit être enlevée ;</li> <li>-équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération. Ces gaz doivent être enlevés et traités selon une méthode adaptée. Les</li> </ul>

gaz préjudiciables à la couche d'ozone doivent être traités conformément au règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;  
-lampes à décharge : le mercure doit être enlevé.

**Constats :**

L'exploitant n'est pas autorisé à traiter des DEEE dangereux contenant des tubes cathodiques ou des gaz préjudiciable pour la couche d'ozone ou à fort pouvoir de réchauffement climatique.  
L'inspection n'a pas constaté de traitement de tels déchets le jour de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I

**Thème(s) :** Illégaux, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

**Prescription contrôlée :**

Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :

- pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraissseurs.
- couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :
  - la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;
  - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;
  - l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).

Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :

- elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;
- les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;
- les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;
- elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.

**Constats :**

L'inspection a constaté lors de la visite que des DEEE et débris de DEEE sont entreposés dans divers points du site. Certains entreposages ne permettent pas de garantir la bonne gestion des lots de DEEE et l'absence d'impact sur les eaux de surfaces et souterraines.

En effet :

- un mélange de divers DEEE, débris de DEEE et ferrailles sont entreposés en plein air pour partie à même le sol à moins de 10 mètres de la rivière la Bresle et pour une autre partie sur une dalle béton qui n'est pas reliée à un dispositif de collecte et de traitement des eaux pluviales et est actuellement reliée à une zone d'infiltration directe (débourbeur / déshuileur présent mais non installé, bassin étanche non réalisé);
- une benne de condensateurs usagés (déchets dangereux) non couverte est entreposée en plein

air sur cette même dalle béton;

- des fauteuils électriques sont entreposés à l'air libre sur cette dalle, les mousses des assises sont dégradées et susceptibles d'accumuler l'eau de pluie;
- des débris de cartes électroniques et de métaux issus du traitement des DEEE sont également stockés à l'air libre sur cette dalle.

**L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les tirets 2 à 5 du point 1 de l'annexe I de l'AM du 23/11/2005 relatif à la couverture des DEEE lorsque cette absence est susceptible de provoquer :**

- la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;
- l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).

*A noter que sur cette dalle sont également entreposés en grande quantité des résidus du démantèlement des câbles de téléphonie (gainés en plomb, aluminium, acier, PET, PVC, débris de papier souillés des débris de cuivre des câbles) et divers autres déchets.*

*L'absence de gestion conforme des eaux pluviales de la dalle de 2000 m<sup>2</sup> fait déjà l'objet de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/12/2022. Les sanctions (amende, astreinte) pour non respect de cette mise en demeure sont proposées dans le rapport de visite du même jour relatif au suivi de l'arrêté de mise en demeure du 27 décembre 2022.*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de mettre à l'abri des intempéries ou évacuer les DEEE susceptibles d'émettre des polluants dans l'eau (condensateurs, autres parties électroniques) ou d'accumuler de l'eau (mousse des sièges, etc.). **Délai 1 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, déchets

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Conformité des transferts**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 22/12/2000, article Règlement 1013/2006 article 1

**Thème(s) :** Illégaux, Conformité des transferts au règlement UE 1013/2006

**Prescription contrôlée :**

1. Le présent règlement établit les procédures et les régimes de contrôle applicables au transfert de déchets, en fonction de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert, du type de déchets transférés et du type de traitement à appliquer aux déchets sur leur lieu de destination.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a consulté un formulaire annexe VII relative à l'exportation vers la Suède de 14t de DEEE relevant du code de la convention de Bâle GC020 (CED 16 02 14) le 31 juillet 2024.

La dénomination usuelle indique qu'il s'agit de "circuit boards" ce qui signifie circuits imprimés (ou cartes électroniques).

L'inspection relève que les informations figurants case 1 "personne qui organise le transfert" concerne un établissement suédois.

Il est rappelé à l'exploitant que le a) de l'article 18 du règlement 1013/2006 relatif aux transferts transfrontaliers de déchets (dit règlement TTD) prévoit que la personne qui organise le transfert relève de la compétence du pays d'expédition. Aucune entreprise française ne figurant sur le document, ce document est non conforme et il peut être ainsi considéré que ce transfert n'est pas accompagné d'un document d'information dit "Annexe VII".

Par ailleurs, l'exploitant déclare qu'il ne dispose pas d'un contrat de valorisation associé à cette exportation tel que prévu par le b) du même article 18 du règlement 1013/2006 relatif aux transferts transfrontaliers de déchets.

L'inspection constate que l'exploitant exporte des déchets soumis à procédure d'information au titre du règlement TTD sans les documents conformes à cette exportation (absence d'annexe VII et de contrat de valorisation).

L'inspection informe l'exploitant qu'à compter du 21 mai 2026 le règlement 1013/2006 sera remplacé par le règlement 2024/1957 qui imposera la dématérialisation des annexes VII sur l'application GISTRID du Pôle Nationale de Transfert Transfrontalier de Déchets : <https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/les-echeances-prevues-par-le-reglement-no-2024-a194.html>.

Par ailleurs l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur un possible reclassement à venir des cartes électroniques dans la liste orange de la convention de Bâle ce qui entraînerait la nécessité de procéder à des procédures de notification préalablement à toute nouvelle exportation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- renseigner les formulaires en tant que personne qui organise le transfert lorsque des déchets sont expédiés vers l'étranger depuis son site;
- disposer d'un contrat de valorisation avec la société étrangère destinataire.

**Délai, 1 mois.**

**L'exploitant doit dématérialiser les formulaires annexe VII sous GISTRID à partir du 21 mai 2026.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois